



HAL
open science

Recension de Mobilisations syndicales et violences au Sud. Protester dans les usines de la sous-traitance internationale au Guatemala, de Quentin Delpech, Paris, Karthala, 2013, 224 p

Émilien Julliard

► **To cite this version:**

Émilien Julliard. Recension de Mobilisations syndicales et violences au Sud. Protester dans les usines de la sous-traitance internationale au Guatemala, de Quentin Delpech, Paris, Karthala, 2013, 224 p. Sociologie du Travail, 2016, 58 (1), pp.90-92. 10.4000/sdt.341 . hal-03921091

HAL Id: hal-03921091

<https://hal.science/hal-03921091>

Submitted on 3 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mobilisations syndicales et violences au Sud. Protester dans les usines de la sous-traitance internationale au Guatemala, Q. Delpech. Karthala, Paris (2013). 220 p.

Comment s'organisent des mobilisations dans une division du travail internationalisée entre les marques sans usines du Nord et les sous-traitants du Sud ? Ce livre prend à contre-pied les approches des mobilisations transnationales focalisées sur les seuls militants du Nord en s'intéressant à des actions syndicales internationalisées au Guatemala, pays marqué par la répression syndicale et une violence incarnée par des groupes criminels : les *maras*. L'enquête de Quentin Delpech porte sur des syndicats de deux usines produisant des vêtements pour une marque états-unienne, de leur création au début des années 2000 jusqu'à leur disparition avec la fermeture des sites à la fin de cette décennie. Elle est exceptionnelle, puisque les syndicats dans ce pays sont rares et que peu de chercheurs s'aventurent sur ce terrain à risques. Les matériaux portent les traces d'une enquête menée avec prudence. Elle a avant tout été réalisée par des entretiens postérieurs à la majorité des événements dépeints, avec des acteurs variés : salariés des usines, fonctionnaires guatémaltèques appliquant le droit du travail, ministres, cadres d'ONG et de syndicats états-uniens, etc. Cette source laisse des zones d'ombre, telles les micro-dynamiques de mobilisation, tout en ouvrant la voie à de possibles reconstructions des situations par les enquêtés. L'auteur ne revient pas sur les limites de sa méthodologie alors que le nombre d'entretiens convoqués dans l'analyse est faible, parmi la centaine qui a été réalisée.

Ambitieux, ce livre retrace les heurts et malheurs de cette tentative de syndicalisation de manière chronologique et en resserrant les échelles d'analyse de la division internationale du travail militant aux formes de la répression syndicale dans les usines. Il a les défauts de ses qualités : l'approche chronologique facilite la lecture mais éclate l'analyse sur les ressorts de l'engagement, tandis que le format court de l'ouvrage entretient le flou sur des traits de ces actions collectives, comme la construction des modes d'action. On revient sur l'ouvrage en trois axes : la division du travail militant, le rôle de l'État guatémaltèque dans ces conflits, et l'engagement des salariés — chaque axe pouvant être lu au travers des répressions syndicales.

La syndicalisation est initiée par un réseau syndical et associatif aux États-Unis, recourant à la « stratégie de l'étau » qui consiste à attaquer la réputation des marques tout en syndicalisant leurs fournisseurs. Cette démarche est ambiguë : elle véhicule des intérêts protectionnistes ; elle ne cible que des secteurs emblématiques de la délocalisation ; les marques vulnérables sont celles qui sont les plus vertueuses en apparence, soucieuses de leur « responsabilité sociale ». Cette stratégie s'appuie sur une division du travail militant structurée par une inégale distribution des ressources et des compétences entre les stratèges-financeurs du Nord, les centrales syndicales nationales, les recruteurs locaux et les salariés mobilisés. Elle perpétue aussi les inégalités de classes et de genre : par exemple, les stratèges préfèrent enrôler les femmes, censées mieux représenter la cause tout en étant plus exposées à la violence que les hommes — répression permettant de lancer la croisade morale contre la marque. L'analyse brille par sa capacité à déconstruire une solidarité ouvrière horizontale en pointant l'asymétrie des relations et l'imposition de revendications audibles au Nord. Elle peine en revanche à resituer les modes d'action et la division du travail constitutifs de la stratégie de l'étau, qui ne doivent pas seulement être considérés comme étant issus de savoir-faire d'une « nouvelle

gauche » (*New Left*) fantasmée. À bien des égards, ils s'inscrivent dans un « militantisme par projet » (Siméant et Sawicki, 2009), puisant dans les techniques du *marketing* et du *management*.

L'auteur avance que la syndicalisation des usines ne dépend pas des seules ressources des organisations états-uniennes. Il rappelle le rôle de l'État guatémaltèque dans la structuration de ces actions collectives et du monde du travail dans lesquelles elles s'inscrivent : la création de zones franches où ces usines sont exonérées d'impôts pendant dix ans ; une inspection du travail sous-dotée ; le recours à la police pour débarrasser les usines des *maras* et de syndicalistes taxés d'appartenir à ces groupes ; l'encadrement par les forces de l'ordre de la fermeture des sites de production une fois les dix années d'exemption fiscale atteintes, etc. Il attribue en partie la pérennisation de ces syndicats aux luttes politiques entre le gouvernement (comprenant des élites militaires ou appartenant à des secteurs économiques émergents) et les élites économiques dominantes, temporairement marginalisées, où la défense des droits fondamentaux au travail constitue une arme.

Les analyses les plus riches concernent les ressorts de l'engagement. Ici, ce ne sont pas des socialisations politiques et de réseaux militants préalables qui facilitent l'adhésion, mais le travail de débauchage. Il s'agit pour les recruteuses — des anciennes travailleuses des usines formées et embauchées avec l'aval des organisations du Nord — de repérer et de politiser les indociles. Dans l'analyse de ce savoir-faire, provenant avant tout du *community organizing* états-unien, on regrette que des traditions militantes sud-américaines rapidement citées ne soient pas davantage prises au sérieux. Les propriétés sociales des syndiqués tiennent également une place importante dans l'analyse des rapports à l'adhésion : la (rare) proximité avec le milieu syndical, les séparations conjugales pour les femmes, le célibat et le niveau d'études tendent à accroître l'engagement. Enfin, la répression joue un rôle prépondérant dans l'engagement des travailleurs dans les syndicats dont le taux d'affiliation dépasse rarement les 1%. Les formes ordinaires de la répression (surveillance et décrédibilisation des syndicalistes par les chefs du personnel, sollicitation du capital relationnel des syndicalistes par les *maras*, etc.) contribuent à délimiter le groupe des militants, à affermir leur engagement et à les légitimer auprès des autres salariés. La répression explique aussi les tentatives d'*exit* des usines par le biais des heures de délégation ou des positions de permanent.

Référence

Siméant, J., Sawicki, F., 2009. Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. *Sociologie du travail* 51 (1), 97-125.

Emilien Julliard

*Centre Maurice Halbwachs (équipe Enquêtes Terrains Théories), UMR 8097
CNRS, EHESS et ENS, 48, boulevard Jourdan, 75014 Paris, France*

Adresse email : emilien.julliard@ehess.fr